

constructions se font dans le parc industriel, beaucoup de ces dernières ne sont que des entrepôts ou encore des entreprises qui n'engagent qu'un nombre réduit de travailleurs. Le gouvernement fédéral n'a rien fait jusqu'à maintenant pour venir en aide à cette population qui se trouve aujourd'hui dans des conditions économiques précaires. Au nombre de ces travailleurs mis à pied s'ajoutent ceux qui étaient déjà en chômage avant la fermeture des usines (20% dans les deux quartiers du centre-ville). S'ajoute aussi tout un groupe de jeunes chômeurs qui envisageaient travailler comme leur père dans l'industrie. Très peu d'emplois leurs sont ouverts dans la fonction publique. Ajoutons que ces emplois sont beaucoup moins rétribués que les emplois industriels.

La venue d'une population plus "qualifiée" et à meilleur revenu du côté de Hull amenuise faussement le contraste économique entre les villes d'Ottawa et de Hull en camouflant l'état dans laquelle se trouve la population du centre-ville de Hull. La réalité pour nous c'est que la disparition planifiée de la production manufacturière de Hull et le manque de stimulation venant du gouvernement fédéral à l'établissement de nouvelles entreprises ont fait que tout un secteur de la population a eu davantage à souffrir qu'à profiter des interventions de la CCN.

L'intervention du fédéral à Hull a aussi été durement ressentie par les Hullois au niveau du logement. Que ce soit pour faire place à des édifices fédéraux ou pour réaliser l'infrastructure routière que la venue de ces édifices nécessitaient, 1537 logements ont été démolis entre 1969 et 1974. Les Hullois ont vu, en quelques années, pousser des